

Crise économique, le début de l'hécatombe

Tous les regards ont été braqués jusqu'à présent sur une éventuelle faillite des banques. Mais la crise financière commence à faire ses premières victimes parmi les entreprises françaises.

(...) Malgré l'aide de 22 milliards d'euros apportée par l'Etat, ce sont désormais les faillites d'entreprises qui attirent l'attention. En France, elles pourraient augmenter de 10 à 15% en 2008, selon Euler-Hermès SFAC : «Les établissements de crédit coupent les lignes de crédit sans qu'on sache vraiment pourquoi», déplore l'assureur.

«Si les trésoreries s'écroulent et que les PME ne peuvent plus payer leurs factures à temps, on court à la catastrophe en chaîne», s'inquiète également le président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), Jean-François Roubaud. Selon lui, deux catégories d'entreprises sont concernées : «Celles directement touchées par un ralentissement de la demande, comme l'hôtellerie-restauration qui connaît une baisse de 30% de son activité, les transports routiers» et, bien sûr, l'immobilier. Et «celles qui voient leur ligne de crédit (découvert autorisé) restreinte, notamment les petites entreprises de n'importe quel secteur».

La literie et la lingerie...

Ainsi, la literie figure parmi les premières victimes connues de la crise financière en France. Cauval Industries, célèbre pour ses marques de matelas Dunlopillo ou Tréca, a été placé sous procédure de sauvegarde à cause de problèmes de trésorerie. L'entreprise a rencontré trois types de difficultés : «Une hausse du coût des matières premières qu'elle ne parvient pas à répercuter entièrement, une baisse de la consommation, des difficultés à obtenir des paiements de gros clients comme des centrales d'achat», a expliqué la direction.

Dans un tout autre genre, une procédure de sauvegarde vise une entreprise de vente de lingerie Body One, en Seine-Saint-Denis, après des difficultés pour «obtenir de nouvelles lignes de crédit».

... La papeterie et les piscines, aussi

La papeterie souffre également : le groupe papetier Matussière et Forest, placé fin septembre en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Grenoble, avait été pour sa part affecté par la chute des prix de vente et la hausse du coût des matières premières et de l'énergie.

Idem pour les piscines, qui pâtissent surtout de la baisse de la consommation. «Le nombre de piscines enterrées devrait diminuer de 25% et celui des piscines hors-sol de 40% à 50% par rapport à 2007», soit environ un tiers du total, a déclaré mercredi Jacques Braun, administrateur de la Fédération des piscines privées. Certains «petits acteurs», qui constituent la grande majorité des 3.000 entreprises du secteur, commencent ainsi à fermer leurs portes.

Du côté des secteurs plus attendus, comme l'immobilier, les chiffres alarmistes commencent à tomber. Sur les six premiers mois 2008, 382 agences immobilières ont défailli (+ 49%). La Capeb (petites entreprises du bâtiment), confrontée à une baisse des commandes, s'attend de son côté à «des trimestres à venir difficiles» en raison de la baisse des mises en chantier de logements. Le promoteur immobilier Nexity avait récemment estimé dans *Le Monde* que 180.000 salariés étaient menacés de chômage dans le secteur du bâtiment.

L'intérim licencie

Jeudi, le groupe de travail temporaire Adecco annonçait vouloir supprimer, en «priviliégiant les départs volontaires», 600 emplois d'ici le mois de juin 2009 en raison d'un «retournement de conjoncture».

(Source : [20 Minutes](#))